

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: - (2010)
Heft: 4: ABD Stellen und Katastrophen = Centres ABD et catastrophes = Centri ABD e catastrofi
Rubrik: Aktuelle Fälle = Quelques cas récents

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

I. Aktuelle Fälle / Quelques cas récents

«Les Archives de Paudex seront lyophilisées»

Cristina Bianchi, responsable
des archives de la Ville de Pully

«Les Archives de Paudex seront ... lyophilisées!» titrait la manchette du journal *24 Heures* du 23 mars 2006, comme s'il s'agissait d'une plaisanterie. Il est vrai que Paudex, agglomération de 1400 habitants se trouvant au bord du lac Léman, abritait également la succursale Nespresso, et qui dit *lyophilisé* pense tout de suite café soluble.

Et pourtant, le premier conseil donné par le capitaine de la Protection civile à la Municipalité de Paudex lors de son déplacement sur le sinistre s'avérera juste. Il faudra toutefois attendre l'arrivée de l'un des archivistes cantonaux et de la restauratrice pour confirmer ses dires ...

La rupture du tuyau d'alimentation d'une borne hydrante, voisine du bâtiment communal, est à l'origine du sinistre. Un chantier adjacent a probablement causé la cassure, et 160 000 litres d'eau, de terre et de boue s'infiltrèrent dans les sous-sols pendant le week-end, sans que personne ne s'en aperçoive, ou que l'alarme se déclenche. Le bourgeois s'en rend compte en allant à son bureau le lundi matin du 13 mars 2006. Les pompiers sont appelés immédiatement pour évacuer l'eau, qui monte à 80 centimètres de hauteur, et déblayer les locaux. Ils informent la Protection civile locale pour qu'elle vienne s'occuper des archives détrempées de l'administration. L'archiviste de Paudex ne pouvant se déplacer, les Archives can-

tonales vaudoises sont contactées pour faire l'inventaire. Arrivés sur place le mardi, les deux spécialistes donnent les priorités de ce qui peut être sauvé ou jeté; ils en établissent une liste sommaire. Le mercredi matin, la Protection civile recrute un groupe de 6 personnes pour trier les 40 mètres linéaires de documents d'archives selon ces directives. Comme souvent, certains documents importants se trouvent sur le sol et sont encore plus abîmés que ceux posés en hauteur ... Ils se sont mis à flotter comme dans une piscine.

Irrécupérable, une demi-tonne de documents comptables est jetée dans une benne pour être incinérée à l'usine de traitement des déchets de la région lausannoise Tridel. Il ne reste que des sauvegardes informatiques.



Dégâts d'eau ...

Par contre, les archives historiques de la commune doivent être sauvegardées à tout prix. Selon une méthode bien rodée, la Protection civile sort 543 kilos d'archives mouillées du sous-sol, les empaquète soigneusement et les charge

dans un véhicule à destination de l'entreprise de lyophilisation Docusave, qui a été avertie du sinistre. Paudex n'a pas de place dans son congélateur communal. Elle n'a pas non plus prévu de plan en cas de catastrophe.

Congelées afin d'éviter le développement de moisissures, les archives sont ensuite lyophilisées, ce qui permet à la glace de s'évaporer sans passer par le stade liquide et dessèche ainsi les pages sans qu'elles adhèrent entre elles. Les documents historiques de Paudex sont de retour deux mois plus tard, dans des locaux assainis et repeints.

L'essentiel est récupéré et consultable; mais à quel prix? Aucune assurance ne rembourse les frais de sauvegarde des documents et d'assainissement des locaux, qui s'élèvent à environ CHF 33 000.-, sous prétexte qu'il s'agit d'un «propre dommage» et d'une fuite d'eau provenant de l'extérieur. Seule une prime de solidarité de CHF 3000.- est finalement versée.

La Suisse semble être à l'abri des grosses catastrophes naturelles; par contre les inondations et les incendies sont des facteurs de risque de plus en plus récurrents dont il faut tenir compte de manière professionnelle. Cette prise de conscience de la part de la Municipalité de Paudex a permis de mettre en place les travaux suivants:

- Une inspection des locaux assainis par un spécialiste, en l'occurrence Mme Chantal Karli, la restauratrice.

- L'entreposage, le tri final et l'inventaire des archives restaurées par l'archiviste communal, selon des directives professionnelles (comme dans la plupart des petites communes, l'archiviste est en fait un ancien employé à la retraite, qui travaille quelques heures par semaine, sans avoir toujours reçu une formation appropriée).
- La vérification régulière des pompes et alarmes.
- La mise en place d'un plan d'évacuation par la section des Biens culturels de la Protection civile.

La Protection civile de Lausanne Est s'occupe pour l'instant des communes de Pully, Paudex et Belmont; une fusion est en préparation qui élargira son champ d'action. L'archiviste de Pully, en étroite collaboration avec le commandant PCi, a donc établi des procédures d'intervention et des exercices liés à la sauvegarde des archives administratives communales en cas de problème. Chaque année, un groupe de civilistes est formé pour inventorier et/ou évacuer des documents et des objets. Ils s'exercent avec des fonds réels, sous la supervision de l'archiviste: simulation d'inondation avec des bâches bleues, préparation de matériel d'intervention (selon la liste des Archives fédérales), mise en place d'autocollants prioritaires sur les compactus à sauvegarder en premier, description et prise de photos des lieux et éléments à évacuer, description des objets par lot, manutention des objets fragiles, etc.

La première étape a été de créer un lien officiel entre les différents intervenants, pompiers, Protection civile et administration, ainsi que d'établir la liste des téléphones prioritaires.

La deuxième étape a permis de proposer des exercices qui ont tous une finalité pratique et utile pour les communes, qui souvent n'ont pas de moyens financiers ou en personnel pour exécuter ce genre de tâches: déménagement d'archives, inventaires, repérage des objets de valeur, etc. La PBC de Pully a donc pu effectuer, entre autres, l'inventaire et le plan d'évacuation des archives de Paudex, ainsi que de la villa historique du Général Guisan, située à Pully.

La fiche d'évacuation d'urgence est le document de base pour préparer une

intervention. Elle a pour but de fournir aux premières personnes présentes sur le site les informations nécessaires à l'évacuation des biens culturels meubles, et ce sous une forme visuelle simple. Elle renseigne sur la reconnaissance de l'objet, les priorités d'évacuation, le nombre de personnes nécessaires, les dangers spécifiques quant à l'objet, la localisation et les accès. Elle doit être tenue à jour si les objets changent de place, et se trouve à disposition du chef d'intervention en cas de besoin.

Quant à la fiche de recensement, elle donne tous les détails, au niveau de la pièce ou du groupe d'objets, et peut servir d'inventaire, avec le tableau récapitulatif des biens culturels de la commune. Elle ne sera pas distribuée, pour des raisons de confidentialité. Un classeur contenant toutes ces informations est gardé chez le syndic dans un coffre, chez le commandant PCi et dans le bureau de l'archiviste de la commune concernée.

Ce travail, effectué en collaboration avec la section des Biens culturels de la Protection civile, nous a permis d'ins-

taurer une gestion des risques basique, qui correspond aux principes demandés par la rédaction d'un plan d'urgence, malgré le manque de moyens récurrent de nos administrations. Dommage qu'il ait fallu un incident de cette dimension pour convaincre les édiles ...

Les archives de Weimar ont subi un incendie, aggravé par l'inaccessibilité du bâtiment dont les entrées monumentales faisaient appel d'air; les pompiers ont dû faire «la part du feu» et laisser brûler la moitié du bâtiment pour sauver l'autre moitié. Le responsable des archives, échaudé, est venu étudier les pratiques de la Protection civile à l'ORPC de Zurich, et applique dorénavant les méthodes et fiches fédérales, qu'il trouve particulièrement claires et pratiques. Puisque nous avons déjà de bons outils en main, concluons donc des partenariats locaux, comme le propose également Cosadoca. Ils nous facilitent la tâche de gestion et de sauvegarde des archives.

Contact: Cristina.Bianchi@pully.ch

ABSTRACT

Die Archive von Paudex werden gefriergetrocknet

Am Wochenende wird das Untergeschoss des Gemeindehauses von Paudex überschwemmt. Die Feuerwehr informiert den lokalen Zivilschutz, und Spezialisten der Waadtländer Kantonsarchive werden gerufen, welche ein Inventar erstellen und die Prioritäten bezüglich des zu rettenden Archivguts vergeben. Eine vom Zivilschutz eingesetzte Gruppe sortiert die 40 Archivdokumente gemäss den Richtlinien der Spezialisten. Eine halbe Tonne Dokumente aus dem historischen Gemeindearchiv wird auf diese Weise sorgfältig eingepackt und zur Gefrier Trocknung in die Firma Docusave gebracht.

Durch diesen unglücklichen Vorfall wurde die Gemeindeverwaltung von Paudex sich der möglichen Gefahren bewusst, und eine Reihe von Massnahmen zum Schutz des Archivgutes wurde beschlossen, u.a. wurde erstmals ein Evakuierungsplan erstellt, und die Alarmsysteme werden nun regelmässig überprüft. Besonders wichtig ist das Sicherstellen der guten Zusammenarbeit der lokal intervenierenden Parteien sowie die Verwendung der vom Bund zur Verfügung gestellten Dokumente.

Dunja Böcher

Deux missions du Comité international du Bouclier bleu en Haïti, en avril et juillet 2010: quelques impressions

Danielle Mincio, conservatrice des manuscrits, Bibliothèque cantonale et universitaire Lausanne

Ces derniers jours, l'actualité d'Haïti relègue le sauvetage du patrimoine documentaire du pays à une activité secondaire face à l'urgence provoquée par l'épidémie de choléra. Cela étant, les projets lancés au cours des deux missions dont on trouvera une brève description ci-dessous continuent à se mettre en place. En principe, si les élections du 28 novembre se produisent sans heurts et si l'épidémie de choléra se stabilise, le centre de traitement ainsi que le programme de formation complet pourra se mettre en place fin janvier 2011.

Première mission du Comité international du Bouclier bleu

En avril, trois mois après le sinistre, les dégâts constatés sont toujours impressionnants et dépassent tout ce qu'il nous a été permis de voir en la matière. Une grande partie de la population de Port-au-Prince vit toujours dans des campements de tentes dont les 3/4 sont improvisés et non organisés par les nombreuses ONG sur le terrain. Les habitants ont déserté le bas de la ville et se sont installés sur les collines de Pétion Ville qui a décuplé sa population depuis le sinistre. Chaque espace libre est occupé par des tentes installées dans les rues transversales à même les gravats.

Le survol de la capitale met tout de suite dans l'ambiance. Une multitude de taches bleues de la couleur des tentes distribuées par la coopération internationale quadrillent l'espace de la ville. L'aérogare a été installée dans une baraque de chantier et fonctionne bien. Entre formalités d'entrée et récupération des bagages une heure suffit. La sortie dans la rue devient plus problématique, les arrivants attendent dans un espace réduit gardé par des mili-

itaires US et les forces de l'ONU que leur correspondant vienne les chercher. Vu le chaos intégral régnant dans la rue, ces mesures de sécurité ne sont pas superflues.

Françoise Thybulle, directrice de la Bibliothèque nationale d'Haïti est venue nous chercher.

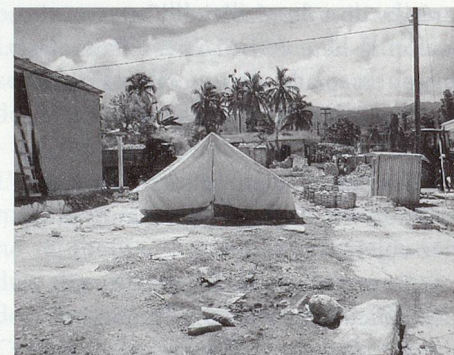
Après quelques minutes, nous nous rendons vite compte que, même si les travaux de déblayement ont bien commencé, il y en aura encore pour très longtemps avant que ce soit terminé. Nous slalomons entre les gravats, les ordures, les véhicules cabossés et en panne, les 4x4 (seuls véhicules utiles en Haïti), les jeeps de l'ONU et les hummers de l'armée américaine et espagnole dans un chaos digne du film 2012 après les séismes. La seule différence est que nous sommes dans la réalité. Un cinéaste haïtien, pour mettre fin aux reportages partiels des télévisions internationales, a réalisé un film intitulé «Apocalypse Now», chronique d'un sinistre annoncé qui sera projeté dans plusieurs capitales du monde pour tenter de faire comprendre ce que les Haïtiens ont réellement vécu et vivent au quotidien.

Ce qui frappe également est la totale désorganisation des humanitaires à Port-au-Prince, le manque de coordination, chacun travaillant pour son compte, provoquant des doublons et laissant de grands vides. Ce n'est pas le cas pour les biens culturels. Nous sommes les seuls avec notre partenaire «Bibliothèques sans frontières» à être actifs et présents. Malgré l'amoncellement des débris bouchant le lit des rivières, qui à chaque pluie débordent, il n'y a pas de problèmes sanitaires majeurs. Dans les rues détruites, des marchés improvisés regorgent de fruits et de nourriture. Le seul problème est que les prix flambent, ce qui rend l'aide alimentaire internationale utile.

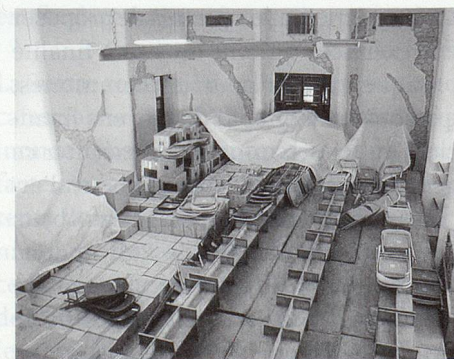
Circuler de Port-au-Prince à Pétion Ville est très difficile. C'est un vrai parcours de guerre où on met deux heures pour faire cinq km. Comme si cela ne suffisait pas, quand nous y étions, il y avait une pénurie de carburant. Les génératrices (l'électricité est aléatoire), les récupérateurs d'eau de pluie et tous les véhicules amenés par l'aide internationale ont mis à sec les réserves et le tanker en provenance du Venezuela était attendu comme le messie.

Malgré ce paysage apocalyptique la ville est pleine de vie, d'énergie et de solidarité entre les Haïtiens. Nous n'avons vu personne baisser les bras. Une sacrée leçon de vie.

Nous avons visité et fait l'état des lieux d'un bon nombre de bibliothèques,



Les restes de la bibliothèque publique de Petit Goave.



Les collections de la BNH sauvées des décombres et mises en carton par les bibliothécaires de la BNH en attente de traitement.

d'archives et de musées. La Bibliothèque nationale, le réseau des bibliothèques municipales de province, la bibliothèque de St-Louis de Gonzague, les trois sites des archives nationales et les archives du ministère des affaires étrangères. Nous avons également visité et préparé l'installation du centre de traitement des documents endommagés que le Bouclier bleu va installer le plus rapidement possible à Port-au-Prince.

Si certains bâtiments peuvent être remis en fonction après quelques travaux, beaucoup sont totalement détruits, comme l'université. Imaginez par exemple la Bibliothèque d'Uni Mail à Genève ressemblant à un club sandwich sous lequel se trouve les cadavres de 6000 étudiants et vous aurez une idée de la situation de l'Université d'Etat d'Haïti. Il n'y a plus d'université, tout est à reconstruire. Un projet de construction d'un centre universitaire provisoire est en cours. Il prendra un an.

Ici, il n'est pas possible d'envisager des salles de cours sous tente en raison de la chaleur (30 degrés) et de l'humidité (80%). Pour les écoles primaires, une excellente solution a été mise en place. Il s'agit de couverts en bois comme les refuges en Suisse. Elles protègent de la pluie et de la chaleur quand le toit de tôle ondulée est couvert de végétation.

Cela étant nous avons pu mettre en place un certain nombre d'actions au cours de cette première mission. On trouvera le rapport détaillé de ce que nous avons mis en place en Haïti sur le site <http://www.ancbs.org/>.

Les acteurs culturels haïtiens (BN, Archives nationales, musées) ont créé le Bouclier bleu haïtien sous forme de consortium reprenant le mode de fonctionnement du COSADOCA <http://www.cosaodca.ch>. Ce Bouclier local, approuvé par le Ministère de la culture du pays, gère et coordonne toute l'aide internationale en matière de sauvetage des biens culturels et a nommé un gestionnaire local qui travaillera en accord et avec l'aide du Bouclier bleu international <http://www.ifla.org/en/news/official-recognition-of-a-new-blue-shield-committee-in-haiti>. Pendant les opérations de traitement, les institu-

tions haïtiennes rédigeront le plan de sauvetage de chaque institution et après le sauvetage organiseront des formations comme nous le faisons pour le COSADOCA.

Des premières actions concrètes ont été mises en place.

- Dépoussiérage total des collections de la Bibliothèque nationale, envoi des étagères et remise en fonction du service au public pour début juin. En effet, la BN est la seule qui a survécu avec St-Louis de Gonzague et peut rapidement offrir un service au public.
- Projet de mise en place d'un service de bibliobus pour la banlieue de Port-au-Prince et les provinces depuis la BN, le réseau de la Fokal et le réseau de la Direction du livre. Ouverture prévue après la remise en fonction de la BN.
- Remise en ordre et dépoussiérage des archives du Ministère des affaires étrangères, renforcement du local de stockage provisoire, construction d'une digue pour éviter les inondations du local.

Après de nombreuses visites des lieux possibles, le centre de traitement des documents endommagés sera installé sur le terrain initialement prévu. Le terrain clôturé sera gardé par les Forces armées haïtiennes (plus sûres que les forces US ou ONU qui sont la cible favorite pour les preneurs d'otage). Le stockage sera organisé dans des containers maritimes de 20 pieds qui seront équipés d'une climatisation par circulation d'air.

Les espaces de traitement se feront dans des cabanes et non dans des containers ou sous des tentes comme initialement prévu. Il est en effet impossible de travailler sous tente étant donné la chaleur; <http://www.ifla.org/en/news/blue-shield-rescue-center-to-be-established-in-haiti>. Ils fonctionneront par binôme: un professionnel haïtien avec un professionnel volontaire. La formation reçue par les Haïtiens en matière de sauvetage du patrimoine documentaire sera ensuite certifiée par le Bouclier bleu international.

Seconde mission: 18–23 juillet 2010

Même si la situation est loin d'être revenue à la normale, d'une manière gé-

nérale, nous avons constaté que dans tous les domaines les travaux ont avancé depuis notre mission du mois d'avril. Dans des conditions très difficiles, sous une chaleur accablante, sans sanitaires, ni eau, ni électricité, nos collègues haïtiens continuent le travail de tri et de mise en boîte des collections.

A la Bibliothèque nationale, les travaux de réparation des murs sont presque terminés. La peinture reste à faire. Il reste également 40 mètres linéaires à mettre en boîte. Les étagères mobiles données par l'Ecole polytechnique de Lausanne arriveront en décembre après règlement des problèmes douaniers et la répartition des transports avec «Bibliothèques sans Frontières». En attendant, le personnel de la BN terminera l'inventaire et commencera le premier dépoussiérage des collections ainsi que le tri des dégâts qui seront traités dès l'ouverture de l'Arche. 40% des ouvrages de la Bibliothèque nationale ne nécessitant pas de travaux de réparations pourront reprendre leur place sur les étagères dès l'arrivée des armoires mobiles¹. Un relevé détaillé de l'état des documents à l'aide d'instruments de mesure comme la sonde pour mesurer l'humidité relative à l'intérieur des volumes par la restauratrice de la mission, Maria Teresa Shazar, a été effectué pour compléter l'analyse de la mission précédente. Un important travail de reliure de protection est à envisager.

L'équipe de la mission a organisé, les 21 et 22 juillet, la mise en place du circuit de dépoussiérage et la formation technique au dépoussiérage et à la reconnaissance des dégâts. Après notre départ, le travail continuera jusqu'à l'ouverture de l'Arche.

1 Les 2,7 km linéaires d'étagères donnés par la Bibliothèque de l'EPFL ont quitté la Suisse dans deux containers le 25 octobre. L'envoi est complété par les dons de la Bibliothèque de Bulle et la Bibliothèque de Bière. Le Département de l'instruction publique du Canton et République de Genève a également donné plus de 30 cartons de livres scolaires neufs collectés par Madeleine Duparc. La Ville de Genève a mis à disposition des locaux pour le tri de ces dons.

La directrice de la Bibliothèque nationale a fait réaliser, à l'aide des films que les caméras de surveillance de la Bibliothèque nationale ont tourné le 12 janvier, une petite vidéo de 3 minutes qui, plus qu'un long discours, font comprendre la violence du séisme et l'ampleur des dégâts <http://www.youtube.com/user/deborahjoy1#p/a>.

La directrice de la Bibliothèque nationale d'Haïti a fait faire un plan type de bibliothèque municipale pour la reconstruction des bibliothèques municipales détruites le 12 janvier comme celles de Léogane et de Petit Goave. Ce projet tient compte des risques sismiques et se base sur l'architecture traditionnelle caribéenne qui a mieux résisté au séisme. La construction d'un bâtiment de ce type reviendrait à 95 000 \$. Plusieurs bibliothèques nord-américaines organisent des collectes pour payer la construction d'une de ces bibliothèques. Ce projet a été présenté aux bibliothécaires américains lors du congrès de l'ALA. Il prévoit la construction d'une bibliothèque municipale par an pendant dix ans.

La Bibliothèque nationale a le projet d'organiser la formation des bibliothécaires scolaires en parallèle à l'installation de bibliothèques scolaires dans les écoles reconstruites provisoirement.

L'Arche

Les travaux en vue de la mise en place du centre de traitement continuent au cours de cette seconde mission notamment par l'obtention des autorisations nécessaires. Le Comité du Bouclier bleu haïtien confie la mise en place d'un centre de traitement et de formation au traitement des documents endommagés dans les bibliothèques et les archives par le séisme au Comité international du Bouclier bleu avec le soutien de la Ministre de la culture de la République d'Haïti, M^{me} Lassègue.

Un «memorandum of understanding» a été signé par le Comité international du Bouclier bleu et le Smithsonian Institute pour le partage des tâches entre le centre l'Arche du Bouclier bleu et le centre du Smithsonian en Haïti.

Un premier versement de CHF 50 000 a été fait pour le centre par la Ville de Genève.

Le plan complet du centre a été soumis aux partenaires du Bouclier bleu haïtien et approuvé. Ce plan et toutes les procédures de fonctionnement ont été discutées dans le cadre d'un brainstorming organisé à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne les 11 et 12 juin avec les restauratrices du Bouclier bleu et du COSADOCA. Les procédures de travail sont en cours de rédaction.

Suite à l'analyse des besoins en formation tant pour les bibliothèques que les archives en matière de réparation et de conditionnement, la restauratrice de la mission avec le COSADOCA va établir un module de formation préalable à l'ouverture du centre. Cette formation se fera en parallèle au montage du centre.

Les Archives du Ministère des affaires étrangères (MAE)

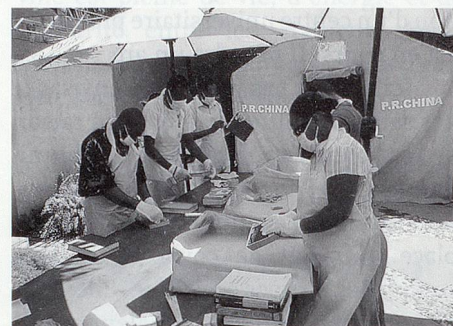
En 3 mois, le travail de tri a bien progressé même si la tâche reste énorme. Le poteau électrique qui menaçait de s'effondrer a été redressé, mais il n'y a toujours ni eau ni électricité dans le bâtiment où les archives ont été entreposées après leur évacuation des décombres.

Jean Euphèle Milcé, archiviste du Ministère des affaires étrangères, grâce à qui les archives ont été retirées des décombres, gère avec ténacité et efficacité une équipe de 20 personnes qui trie les documents.

Les conditions climatiques difficiles ont provoqué le développement de moisissures sur les documents sortis des décombres, surtout ceux de la bibliothèque.

Les MAE bénéficient du soutien de BSF qui, avant le séisme, avait envoyé 100 ouvrages relatifs aux relations internationales. Un projet commun d'équipement des MAE et de construction d'une bibliothèque de 600 m² pour le Ministère des affaires étrangères spécialisée en relations et droit international a vu le jour. Une convention en ce sens a été signée vendredi 23 juillet entre la Ministre des affaires étrangères, M^{me} Rey, et le président de Bibliothèque sans frontières, Patrick Weil.

Comme pour la Bibliothèque nationale, nous avons organisé un atelier de dépoussiérage complété par un atelier de traitement des petits dégâts et la reconnaissance des moisissures actives avec les méthodes pour les traiter dans l'urgence, en attendant que l'Arche entre en activité.



Atelier de dépoussiérage.

Parallèlement, Christophe Jacobs et Catherine Cottin ont mis en place la chaîne d'identification et de description des documents d'archives.

Pour l'atelier de petites réparations et reconnaissance des moisissures, une

ABSTRACT

Das internationale Komitee vom Blauen Schild in Haiti

Die Autorin hat in diesem Jahr in ihrer Funktion als Mitglied des internationalen Komitees vom Blauen Schild zwei Reisen nach Haiti unternommen. Die erste im April, drei Monate nach dem verheerenden Erdbeben. Das Ausmass der Schäden macht betroffen, aber gleichzeitig müssen die Aufräumarbeiten in Angriff genommen werden. Die kulturellen Akteure in Haiti haben den haitianischen Blauen Schild gegründet, als Vorbild dient COSADOCA. Die Planung eines *centre de traitement des documents* beginnt. Anlässlich der zweiten Mission im Juli lassen sich bereits erste Fortschritte bei den Aufräumarbeiten erkennen. Ein Workshop zur Entstaubung für die Mitarbeitenden der Bibliotheken wird durchgeführt. Aber die Arbeiten sind noch lange nicht beendet und gehen weiter.

Dunja Böcher

dizaine de collaborateurs de la Bibliothèque nationale sont venus au MAE participer à l'atelier avec leurs collègues du MAE, mettant ainsi en place une première collaboration interinstitutionnelle pratique en Haïti en matière de sauvetage. Ces activités vont continuer sur place jusqu'à la fin des travaux du bâtiment provisoire des archives du MAE et jusqu'à l'ouverture du centre de traitement de l'Arche. Tout comme à la BN, le personnel s'est montré très im-

pliqué et concentré sur son travail, apprenant avec rapidité.

En guise de conclusion

Face à une catastrophe d'une telle ampleur, l'aide internationale intervient toujours dans un second temps. L'évacuation d'urgence des collections des décombres a été faite par les personnes sur place avec le peu de moyens qu'elles avaient à disposition. Ne disposant pas de plan de sauvetage des collections,

elles ont fait comme elles ont pu. L'installation de l'Arche, centre de traitement des documents endommagés, permettra de former le personnel des institutions au sauvetage des collections et à leur remise en état. Avec la mise en place de plans de sauvetage avec l'aide internationale, ils seront mieux armés pour réagir face à une éventuelle nouvelle catastrophe.

Contact: danielle.mincio@bcu.unil.ch

Deux ans après le sinistre des Philosophes: bilan

Guy Roland, bibliothécaire de la Faculté de théologie, Université de Genève

Dimanche 29 juin 2008, à 22 heures, un voisin remarque des flammes dans le bâtiment des Philosophes de l'Université de Genève et en avertit les pompiers. 22h14, arrivés sur place, ceux-ci confirment le sinistre et entreprennent de le combattre. A noter pour la petite histoire qu'un quart d'heure plus tard se terminait un match de l'Eurofoot 2008 et que les rues se remplissaient de supporters qui auraient bloqué les véhicules des pompiers ...

Rappel des événements

Aussitôt sont alertés le service de sécurité de l'Université, l'administrateur de la faculté concernée (les Lettres) et la directrice de la bibliothèque de la faculté, qui se rendent sur place. Lundi 30 juin à 00h15 le feu est sous contrôle et à 00h30 le service de Protection des biens culturels (PBC) est averti.

Inauguré en 1879, le bâtiment des Philosophes a jusqu'en 1980 abrité l'école de chimie de l'Université, puis certains départements de la Faculté des Lettres. L'aile sud, où s'est déclaré l'incendie, comportait trois étages de bibliothèques, le dernier (bibliothèque d'allemand) se situant directement sous le toit, séparé de la charpente par un faux plafond.

Allumé accidentellement ou intentionnellement par une personne restée inconnue à ce jour, le feu a pris dans un placard à balais situé au début de l'aile. Il a été rapidement éteint par les pompiers, mais des gaz inflammables avaient pu suivre une ancienne canalisation courant sous le toit et déclencher un deuxième foyer à l'extrémité opposée, ce qui a conduit à un embrasement général du toit. Les pompiers ont alors dû percer le faux plafond pour combattre le feu par dessous tandis que leurs collègues arrosaient le toit.

La bibliothèque d'allemand a donc souffert de l'eau et des chutes de gravats

et de suie. Certains rayons sont tombés, d'autres ont explosé sous la pression des livres gonflés d'eau. Par contre aucun ouvrage n'a brûlé. Les pompiers ayant heureusement réussi à couvrir de bâches imperméables les rayons des bibliothèques des étages inférieurs (espagnol et histoire de l'art), celles-ci ont moins souffert, mais l'eau a quand même ruisselé jusqu'à l'étage inférieur et deux jours après le sinistre il arrivait encore que des poches d'eau crèvent.

Chronologie des opérations

Vu qu'on craint la présence d'amiante et des émanations de chlore, l'accès au



Un incendie et des dégâts importants. SIS Ville de Genève

bâtiment est interdit tout le lundi matin. Pendant ce temps nous établissons des contacts avec les différents intervenants (assurances, dépôts frigorifiques, Docusave, entreprises de transport, etc.); nous disposons déjà de plans du bâtiment; nous relevons les chiffres sur les collections dans les statistiques du catalogue informatisé (RERO). Nous demandons au COSADOCA (consortium de sauvetage du patrimoine documentaire en cas de catastrophe, Lausanne, <http://www.cosadoca.ch>) le prêt de caisses d'évacuation et de ventilateurs.

A 14h, un premier rapport réunit des bibliothécaires, des membres des services de la sécurité (STEPS) et des bâtiments de l'Université, de la Protection civile (PC), de la Protection des biens culturels, des Services industriels (électricité) et des représentants des assurances et des entreprises de nettoyage. Les analyses chimiques montrant qu'il n'y a pas de risque d'intoxication, nous pénétrons dans le bâtiment casqués, bottés et vêtus de solides vestes de la PC. Quand il s'agit de marcher sur des gravats, penché sous des lattes hérissées de clous, personne ne se plaint d'être ainsi équipé!

A 15h30 nous pouvons évaluer le volume à évacuer (on calcule en palettes et non en nombre de livres...), à congeler ou à sécher, ainsi que la surface de séchage nécessaire. L'entreprise de transports est engagée, la place dans les entrepôts frigorifiques réservée, la surface de séchage louée dans un centre d'exposition (Palexpo) heureusement inoccupé quelques jours. Nous décidons de commencer l'évacuation mardi 1^{er} juillet à 10h.

Mardi matin, la Protection civile dégage un cheminement dans la bibliothèque d'allemand, installe des génératrices (l'électricité est coupée dans le bâtiment) et apporte l'équipement indispensable. Nous allons chercher le matériel nécessaire (caisses, masques et gants de protection, papier de ménage, sachets de congélation). A 14h, les équipes d'évacuation sont rassemblées mais doivent attendre la fin d'une intervention urgente sur le toit du bâtiment et à 15h, soit 41 heures après le début de l'incendie, l'évacuation des livres mouillés ou humides peut commencer et nous décidons de faire fonctionner le dispositif 24 heures sur 24.

Participent à l'évacuation les collaborateurs des bibliothèques (de l'aide-bibliothécaire à la directrice de l'information scientifique de l'Université), du personnel de l'Université, des étudiants engagés pour l'occasion, des membres de la PC et de la PBC ainsi que deux équipes engagées par les entreprises de nettoyage.

A 20h, le premier camion chargé de livres mouillés à congeler arrive devant les portes closes des entrepôts frigorifiques: nous avons pensé à demander l'autorisation de circuler de nuit, mais négligé d'avertir les entrepôts de notre heure d'arrivée tardive...

A 21h, le premier camion chargé de livres humides à sécher arrive à Palexpo et commence la spectaculaire mise en place de 30 000 livres dont les photos ont fait le tour du monde.

Les équipes se succèdent et vont dormir, les camions tournent. Mercredi 2 juillet à 17h commence l'évacuation des livres non sinistrés vers les bibliothèques provisoires et à 20h se termine l'installation des livres à sécher. Nous cessons alors de travailler de nuit.

Jeudi 3 juillet interviennent les gens de Docusave (<http://www.docusave.ch>), entreprise spécialisée en séchage de papier (en particulier par lyophilisation de livres congelés). Ils visitent les lieux concernés et décident de passer la nuit à Palexpo à trier les livres mis à sécher. Vendredi matin 4 juillet, ils terminent leur tri: 80% des livres sont secs, 10% doivent encore être séchés dans les locaux de l'Université, 5% doivent être congelés et 5% sont emportés pour être traités immédiatement. En fin de matinée nous avons vidé Palexpo et à 14h30 a lieu le rapport final (debriefing).

Le 28 juillet le bâtiment est partiellement ouvert au public et le 19 août les bibliothèques de l'aile nord, non sinistrées, sont à nouveau accessibles. Le 25 août nous avons fini d'installer des bibliothèques provisoires d'allemand, d'espagnol et d'histoire de l'art.

En été 2009, les derniers livres lyophilisés reviennent, mais en novembre 2010, l'opération n'est pas encore achevée: des livres doivent encore être rachetés, et ce n'est qu'à la fin de l'année que les livres seront à nouveau tous en libre accès.

Quelques chiffres

Au moment du sinistre, les bibliothèques d'allemand, d'espagnol et d'histoire de l'art totalisaient environ 77 000 volumes. 22 500 livres mouillés ont été congelés, puis lyophilisés; 30 000 ont été séchés à l'air. 2700 ont dû être éliminés, car trop atteints (dégâts d'eau irréversibles, moisissures, écrasement sous les gravats). Le solde a été déplacé dans des locaux provisoires où une partie a été ionisée pour en chasser l'odeur de fumée.

Essai de bilan

Difficile, même deux ans après le sinistre, d'en établir le bilan. Une situation réelle telle que nous l'avons vécue ne peut pas correspondre aux situations type décrites par les manuels ou testées lors d'exercices de formation. Il y a aussi la part subjective d'interprétation: est-on heureux d'avoir sauvé et remis rapidement à disposition les fonds, ou est-on gêné par des pages gondolées et des reliures avachies?

Il faut reconnaître que les bibliothèques de l'Université ne disposaient pas d'un plan d'urgence. Ce manque s'est senti essentiellement au niveau de la donnée d'ordres; en effet il faut une certaine discipline militaire pour gérer un tel sinistre et en absence d'un organigramme définissant clairement les fonctions de chacun, certains intervenants ont donné des consignes inutiles, voire mauvaises. Ensuite, si les responsables ont été rapidement informés, des trois spécialistes PAC (Preservation and Conservation) actifs à l'Université, deux étaient en vacances et le troisième a appris le sinistre à la radio, le lendemain matin. Il en a résulté un net manque d'encadrement.

Au plan d'urgence est lié un stock de matériel: caisses, papier de ménage, masques, gants, etc., qui évidemment ne se trouvait pas à notre disposition.

Pour ce qui est du matériel, nous avons profité des liens que nous avons depuis longtemps avec le consortium COSADOCA pour lui emprunter caisses et ventilateurs. Nous avons trouvé masques, gants et papier de ménage en quantité plus que suffisante dans les laboratoires de la Faculté de sciences, et nous avons vidé les rayons de sachets

de congélation du supermarché du quartier (nous avons même profité de l'action de la semaine ...). Le reste du matériel, dont l'acquisition était moins urgente, a été trouvé dans un supermarché du centre. Enfin, la PC nous a fourni les bottes, casques et vestes indispensables.

Il n'y avait certes pas de plan d'urgence, mais le projet était en cours: trois personnes avaient suivi plusieurs formations théoriques et pratiques et l'ensemble du personnel des bibliothèques avait été sensibilisé à cette problématique. Une inondation survenue dans une bibliothèque quelques années auparavant avait convaincu le rectorat et le service STEPS de l'importance de la politique PAC et d'un plan d'urgence. Quand il a fallu se mettre au travail, tout le monde était motivé et savait ce qu'il fallait faire, du pompier qui a bâché les rayons aux bibliothécaires qui ont disposé les livres à sécher. L'expérience de conduite du service STEPS a été précieuse, de même que ses liens avec pompiers et PC, des liens cordiaux ayant été par ailleurs établis entre la PBC et les membres de l'Université en charge du projet PAC. Enfin, le service des bâtiments était en relation avec des sociétés de transport et des locaux de stockage.

Une bonne surprise, jamais mentionnée dans les cours de formation: l'aide efficace, rapide et généreuse des compagnies d'assurance et de nettoyage, qui ont soit mobilisé elles-mêmes des équipes expérimentées, soit nous ont alloué les moyens pour le faire. Il faut oublier l'image du démarcheur d'assurance qui vous talonne ou du nettoyeur qui passe dans votre bureau. Ces sociétés disposent de collaborateurs qui nous ont donné d'excellents conseils et fourni une aide précieuse.

Lors des exercices en grandeur nature du COSADOCA, la PC installe des tentes, un poste de commandement et un réseau de transmissions radio, et assure le ravitaillement des équipes. Un sinistre réel ne figurant pas à l'agenda, la PC genevoise était déjà mobilisée par d'autres engagements et n'a pas pu mettre tous ses moyens à notre disposition. Nous avons réussi à terminer

l'évacuation avant la pluie, le poste de commandement se trouvait dans une salle encore utilisable du bâtiment sinistré et nous avons mangé des sandwiches plutôt que des repas chauds. Seule la transmission radio a vraiment manqué, remplacée par des téléphones portables grésillants et des navettes. Ce point est important: en cas de sinistre plus important, les réseaux de téléphone portable ne fonctionnent plus, alors que la communication est vitale.

Toujours lors des exercices, il y a des temps morts, dont se plaignent les participants. Il faut constater qu'en situation réelle ce n'est pas mieux. Personne n'est à blâmer. Le retard d'un seul camion va mettre au chômage toute une équipe d'évacuation, et quand le camion arrive, c'est l'équipe de séchage qui va devoir attendre sans rien faire ...

Une autre découverte: il faut bien sûr intervenir au plus vite, en particulier pour éviter le développement de moisissures ou des dégâts d'eau supplémentaires. Mais on dispose aussi de beaucoup de temps pour planifier les opérations avant d'avoir le droit de pénétrer dans un bâtiment incendié. Il y a aussi des décisions brutales à prendre, quand on se rend compte que selon les expériences faites ailleurs il faudrait dix jours pour évacuer les livres ... Le temps

réel est différent de celui des manuels et des exercices!

Et la prévention? Etablir un plan d'urgence (le nôtre est désormais prêt), former et exercer les collaborateurs. Mais aussi: ne pas serrer les livres sur les rayons, éviter le plastique autocollant transparent, relier. (Re)cataloguer tout le fond en ordinateur et munir les livres de codes-barres ... Tous ces bons conseils, on les trouvera ailleurs, mais ils sont valables. Reste à les mettre en pratique ...

Enfin, les avis des utilisateurs sont partagés sur l'état des livres sauvés. Il faut reconnaître qu'un livre qui a été arrosé par les pompiers sous un toit en feu et qui a été congelé, puis lyophilisé, n'a plus la fraîcheur de celui qui sort de presse. En plus, malgré tous les traitements, il peut garder une légère odeur de fumée. Mais dans ce bilan forcément en demi-teinte, je voudrais garder pour la fin ce qui me semble le plus important: en un temps raisonnable, 96% du fonds a été remis à disposition des étudiants, des enseignants et des chercheurs de notre université, car c'est bien le service aux usagers, sous toutes ses formes, qui est au centre de notre métier.

Contact: Guy.Roland@unige.ch

ABSTRACT

Zwei Jahre nach der Brandkatastrophe bei den Philosophen: Bilanz

Am 29. Juni 2008 brach in der Uni Genf im Gebäude der Philosophen ein Brand aus. Dabei wurden die deutschsprachige Bibliothek durch Russ, Schutt und Wasser schwer und die Bibliothek für Spanisch und Kunstgeschichte leicht beschädigt. Bei spezialisierten Firmen wurde umgehend um Unterstützung für die Rettung der Bestände angefragt. Insgesamt wurden gegen 60 000 beschädigte (zumeist feuchte) Bücher «evakuiert». Spezialisten von Docusave machten sich daran, die Bücher fachgerecht zu trocknen. Im Sommer 2009 werden die letzten mit der Gefrier Trocknungsmethode restaurierten Bücher wieder angeliefert. Insgesamt wurden 30 000 Bücher luftgetrocknet, deren 22 500 gefriergetrocknet, und 2700 mussten endgültig aussortiert werden. Es ist schwierig, eine Bilanz zu ziehen. Das Fehlen eines Notfallplans und von Material hat sich negativ ausgewirkt. Die Koordination der Arbeiten und die Kommunikation haben entsprechend gelitten.

Positiv zu verzeichnen ist die rasche und unbürokratische Unterstützung von Versicherungen und externen Reinigungsfirmen. Die Lehren wurden gezogen: Es existiert jetzt ein Notfallplan, und das Personal soll künftig geschult werden. Weitere Massnahmen (v.a. technischer Art) sind vorgesehen. Insgesamt konnten 96% des angegriffenen Bestandes wieder hergestellt resp. in einen brauchbaren Zustand versetzt werden – und das ist die Hauptsache!

Rolf Hubler

Die Entstehung eines Durcheinanders und dessen Neuordnung

Erfahrungen mit dem Hochwasser 2005 im Verkehrshaus der Schweiz

Lorenz von Felten

Historiker (lic. phil. hist) und wissenschaftlicher Dokumentalist, Verkehrshaus Luzern, in Zusammenarbeit mit

Karin Eigenmann

Gemälde- und Wandmalereirestauratorin/-konservatorin und Mitarbeiterin im Verkehrshaus für das Hochwasserschadenprojekt (Glasnegative, Fotografien, Papierarchivalien)

Vor etwas mehr als fünf Jahren, im August 2005, suchte ein Unwetter mit Überschwemmungen das Verkehrshaus der Schweiz in Luzern heim. Es entstand erheblicher Wasserschaden an vielen historischen Objekten, Archivalien und der Infrastruktur. Die notfallmässige Bergung der Archivalien führte im geschädigten Sammlungsteil zu einem grossen Durcheinander und musste in der Folge neu geordnet, inventarisiert und konserviert werden.

Das Durcheinander entsteht!

In der Nacht vom Sonntag, 21., auf Montag, 22. August 2005, trat der Würzenbach in Luzern über die Ufer und überflutete im Verkehrshaus die Keller der Halle Schifffahrt. Das mit Schlamm und Geschiebe durchsetzte Bachwasser drang über eine Zufahrtsrampe ins Untergeschoss der Halle ein. Dort befanden sich Toilettenanlagen, Drucksachenlager, Restaurierungsatelier und ein Sammlungslager. Im letzteren lagerte ein wesentlicher Teil der Zweiradsammlung sowie Archivalien in einem separaten klimatisierten Raum. Die einströmende Wassermasse durchfloss die verschiedenen Räume und reicher-te sich dadurch mit Fäkalien, Chemikalien und Öl an. Schliesslich erreichte sie auch den Archivalienraum und setzte ihn zirka 60 cm unter Wasser. Direkt überflutet wurden ungefähr vier Kubikmeter Archivalien mit historischen Filmen, Glasnegativen, Interpositiven,

Blaupausen, Glasdias, Kleinbilddias und Teile des hauseigenen Firmenarchivs. Die restlichen 11 Kubikmeter wurden durch die hohe Luftfeuchtigkeit in Mitleidenschaft gezogen.

Im überfluteten Untergeschoss herrschte akute Stromschlaggefahr. Zudem wollte die Polizei vor einer Freigabe der Räumlichkeiten zuerst Gewissheit haben, dass die Statik der Untergeschosse durch das Wasser nicht beeinträchtigt wurde. Deshalb sperrte sie den Kellerzugang ab. Erst nachdem die Stromgefahr gebannt und ein Bauingenieur die Festigkeit der Mauern überprüft hatte, gaben die Sicherheitsverantwortlichen das Untergeschoss für die Bergung der Objekte frei. Dies geschah im Laufe des 22. Augustes. Inzwischen floss das Dreckwasser knöcheltief über die Kanalisation ab. Auch die Feuerweerpumpen leisteten ihren Anteil am Absenken des Wasserspiegels.

Nach Freigabe der Räume begannen die Helfer mit der Bergung der Archivalien. Im Archivraum identifizierten ein Kurator und eine Kuratorin des Verkehrshauses notfallmässig die durch die Feuchtigkeit nicht mehr lesbaren oder abgelösten Archivalienanschriften. Stapelweise angeschrieben, übergaben sie die Archivalien den anwesenden Hilfspersonen. Diese bildeten eine Kette und beförderten das Kulturgut über die Zufahrtsrampe ins Erdgeschoss – der Lift war ja ausser Betrieb. Dort wurden die einzelnen Stapel in Plastiksäcke verpackt und mit Transportwägelchen zum Lieferwagen der ebenfalls aufgebotenen Firma Docu-save geführt. In der Hektik und mangels Fachpersonal vergass man, eine Liste der verpackten Archivalien zu erstellen. Es muss wohl nicht weiter erläutert werden, dass die Stapelreihenfolge nicht eingehalten wurde. Von Luzern gelangten die nassen Archiva-



Das Durcheinander entsteht!

lien nach Seftigen, wo sie von der Firma Docusave schockgefroren wurden.

Nebst der Würzenbachflut stieg auch der Pegel des Vierwaldstättersees durch das Unwetter kontinuierlich an. Es war ein Wettlauf gegen die Zeit. Der See erreichte am Mittwoch, 24. August, ein neues Rekordhoch. Er überschwemmte weite Teile des Verkehrshausgeländes. Bereits im Verlauf des Dienstags, 23. August, wurden sukzessive sämtliche Zufahrtsstrassen für den Verkehr unpassierbar und gesperrt. Die Bergung der nassen Archivalien war bis zu diesem Zeitpunkt immerhin abgeschlossen. Das Auslagern der luftfeuchten Archivobjekte stand aufgrund der Transportsituation aber still. Erst als ein geländegängiger Lastwagen mit ei-

Der See erreichte am Mittwoch, 24. August, ein neues Rekordhoch. Er überschwemmte weite Teile des Verkehrshausgeländes.

ner Wattiefe von zirka 100 cm vom Luzerner Zeughaus eintraf, bargen die Verkehrshausmitarbeiter das verbleibende Archivgut. Dieses wurde in einen Lagerraum in Hünenberg, der kurzfristig organisiert wurde, transportiert.

Aufgrund der schweizweiten Hochwasser-Schadenssituation konnte die Firma Docusave keine langfristige Lagerung der Archivalien anbieten. Deshalb transportierte ein Kühllastwagen das Gefriergut knapp zwei Wochen später in ein Kühlhaus in Littau.

Ende August 2005 waren also die Archivbestände aus dem überfluteten Klimaraum der Halle Schifffahrt auf zwei Standorte verteilt – Littau und Hünenberg – und durchgemischt wie Jasskarten vor dem Spiel.

Trocknung, Identifizierung, Neuordnung, Konservierung.

Zuerst das Feuchte ...

In Hünenberg wurden die feuchten Filme, Glasnegative, Interpositive und Blaupausen zum Trocknen auf zirka dreissig grossen Tischen ausgebreitet. Die Verpackungen und Filmdosen

wurden durch Personal des Verkehrshauses geöffnet, damit der Inhalt trocknen konnte. Die relative Luftfeuchtigkeit im zuvor klimatisch guten Temporrämlager stieg dadurch um 15% auf 65% an. Mit Bautrocknern, mittlerweile bereits Mangelware, reduzierten die Restauratoren die Luftfeuchtigkeit in den kommenden Tagen auf 45%. Die Trocknung der Archivalien konnte damit massvoll «beschleunigt» werden. Die Maximaltemperatur betrug 22°C. Mit Blanko-Zeitungspapier wurden die Archivalien abgedeckt und so gegen Staub geschützt. Glücklicherweise waren diese grossen Bestände nicht beschädigt oder schmutzig.

Eine schon lange geplante internationale Fachtagung des Schweizerischen Verbands für Konservierung und Restaurierung fand im September im Verkehrshaus statt. Sie wurde spontan für einen Augenschein in Hünenberg und für einen sehr willkommenen Erfahrungsaustausch genutzt. Dabei attestierte die Fachleute, dass die getrockneten Archivalien in den gleichen Behältnissen belassen werden konnten und keine weiteren Konservierungsmassnahmen notwendig waren.

Für den wissenschaftlichen Dokumentalisten des Verkehrshauses und drei Praktikanten begann nun die Aufarbeitung des Hochwasserschadens. Zuerst

stand eine gross angelegte Sortierungs- und Inventarisierungsaufgabe an. Danach sollten die konservatorischen und restauratorischen Massnahmen der tiefgefrorenen Bestände erfolgen. Als erster Schritt wurde in den folgenden Wochen ein Inventar der in Hünenberg ausgelegten Objekte erstellt. Man entschied sich dabei für folgendes Vorgehen: Zuerst wurde eine Excel-Liste erstellt, die danach von einem Mitarbeiter in die Inventardatenbank MuseumPlus übertragen wurde. Dieses etwas umständliche Vorgehen resultiert aus zwei Feststellungen. Zum einen waren die Mitarbeiter im Umgang des EDV-Programms MuseumPlus noch zu wenig routiniert, weil das Programm erst wenige Monate zuvor eingeführt worden war. Zum andern waren die Daten noch lückenhaft. Es stellte sich beispielsweise heraus, dass pro Inventarnummer drei Objekte vorhanden waren: Glasnegativ, entsprechende Blaupause und das Interpositiv. Dies wurde mit der Neuinventarisierung korrigiert, so dass jedes Objekt eine eigene Inventarnummer erhielt. Ebenso wurden die alten papierenen, noch nicht in die Datenbank übertragenen Filmlisten vom Praktikanten abgeschrieben. Diese Inventarisierung ermöglichte nach Abschluss der Arbeiten in Hünenberg, per Ausschlussverfahren die tiefgefrorenen Foto-Archivalien und Filme theoretisch zu quantifizieren und sogar zu



Filme, Glasnegative, Interpositive und Blaupausen zum Trocknen.

identifizieren. So viel vorweg: Die Hochrechnung zu den gefrorenen Objekten traf in höchstem Masse zu.

In einem zweiten Schritt wurden die Objekte nach Typ und Material getrennt. Fotografien zuerst, lautete die Devise: Die Glasnegativsammlung mit dazugehörigen Blaupausen und Interpositiven war zu diesem Zeitpunkt immer noch mit den Inventarnummern des alten Inventarsystems angeschrieben bzw. mit den ehemaligen Tablarnummern des überfluteten Lageraums. Nach dieser Nummer wurden sämtliche Fotos sortiert, anschliessend mit den neuen Inventarnummern versehen, in stapelbare Kunststoffboxen verpackt und im MuseumPlus die neuen Lagerorte nachgetragen. Die Filme wurden anhand der Anschriften an den Rollen identifiziert, mit den neuen Inventarnummern angeschrieben und ebenfalls in Kisten verpackt.

Nach Abschluss dieser Arbeiten waren 350 Filme, 6000 Glasnegative, 6000 Interpositive und 4000 Blaupausen mit den neuen Inventarnummern ver-

Die Filme wurden anhand der Anschriften an den Rollen identifiziert, mit den neuen Inventarnummern angeschrieben und ebenfalls in Kisten verpackt.

sehen und in stabilen Kisten auf Paletten für den Abtransport bereit. Im Juni 2006 verliessen sämtliche Objekte in einem stabilen Zustand das Lager Hünenberg. Sie wurden in ein Aussenlager des Verkehrshauses oder in einem externen zur Verfügung gestellten Klimaraum eingelagert.

Das Unglück hatte auch einen positiven Aspekt: Es wurden Objekte wiederentdeckt, von denen man gar nicht mehr wusste, dass man sie besass. So standen die Verkehrshausmitarbeiter in Hünenberg plötzlich vor zwei grossen Metallkisten mit 2000 Original-Acetatnegativen der Schweizerischen Lokomotiv- und Maschinenfabrik Winterthur SLM. Es handelte sich dabei um die chronologische Weiterführung der Werkfotografie auf Glasnegativen. Die Inventarisierung dieses Bestandes be-

schäftigte den wissenschaftlichen Dokumentalisten von Mitte 2006 bis Ende 2007.

... dann das Tiefgefrorene

Wie oben erwähnt, konnte das Verkehrshauspersonal nach Abschluss der Arbeiten in Hünenberg die eingefrorenen Objekte mittels Ausschlussverfahrens ziemlich genau bestimmen. Ein Augenschein mit Stichproben im Kühlhaus im September 2007 bestätigte die errechnete Quantifizierung. Von Dezember 2007 bis Februar 2008 wurden die Archivalien durch die Firma Docu-save vakuumgefriergetrocknet. Im März 2008 waren sie wieder zurück im Verkehrshaus. Der erste Augenschein war ernüchternd: Die Archivalien waren in einem schlechten Zustand, und man hatte das Gefühl, dass nicht mehr alle zu retten seien, denn das Schmutzwasser war mit gefroren worden.

Zuerst sortierten die Verkehrshausmitarbeiter die einzelnen Archivalien nach Provenienz, anschliessend nach Materialien und zuletzt nach Zustand. Umfangreiche Abklärungen nach historischer und musealer Wichtigkeit und ob gewisse Bestände allenfalls noch in andern Institutionen vorhanden waren, führten zu einer Prioritätenliste. Mit dieser legten die Mitarbeiter des Verkehrshauses auch die Reihenfolge zur Behandlung der Objekte fest. Zu diesem Zeitpunkt waren die Entschädigungsverhandlungen mit der Versicherung bereits abgeschlossen. Es stand also ein klar definierter Geldbetrag für diese letzten Arbeiten zur Verfügung. Deshalb musste ein zeitlich enges Konservierungs- und Inventarisierungskonzept erarbeitet werden. Jedes geschädigte Objekt sollte die optimale Konservierung erhalten, ohne dabei den finanziellen Rahmen zu sprengen.

Für die Reinigung und Konservierung der vakuumgefriergetrockneten Archivalien engagierte das Verkehrshaus eine zusätzliche Restauratorin. Diese nahm zuerst die Blaupausen vor, die vom Zustand her problemlos zu reinigen waren.

Anschliessend war die Reihe an den 1400 Glasnegativen mit Werkfotos der Brown Boveri & Co. (BBC) und der Ma-

schinenfabrik Oerlikon (MFO). Zirka 760 davon waren entweder sauber oder es bedurfte nur einer Reinigung der schmutzigen Glasseite. Diese Arbeit führte die Restauratorin durch. Die übrigen 640 Glasnegative waren schmutzig, hatten lose Farbausfassungen und Gelatineoberflächenschäden an der Bildseite sowie Mattlack-Ablösung an der Glasseite. Wenige hatten einen Silberspiegel, Schichtabplatzungen oder Glasbruch. Mit Hilfe des Schweizerischen Instituts zur Erhaltung der Fotografie in Neuenburg wurden im Dezember 2009 die Handhabung und das Reinigen der stark verschmutzten Glasnegative festgelegt. Durch die Restauratorin wurden zuerst die Aluminiumschachteln gereinigt, danach vorsichtig die lose Ausfassungsfarbe sowie Verschmutzungen an der Bildseite der Glasnegative entfernt. Anschliessend festigte sie wichtige Bildschollen, entfernte Verklebungen der alten Pergaminhüllen, klebte lose Gelatinebeschichtungen zurück, reinigte die Glasseite der Negative und entfernte den grösstenteils beschädigten Lack auf der Glasseite.

Bei allen Glasnegativen wurde die bis dahin vorhandene Pergaminschutzhülle durch einen Four-Flap-Umschlag ersetzt. Erstere hat sich als schädlich erwiesen. Zusammen mit Wasser klebten die Hüllen an den Objekten fest und hinterliessen Schäden beim Ablösen. Mit den Four-Flaps-Umschlägen aus original Munktell-Papier kann sich dies nicht wiederholen. Danach wurden die Glasnegative mit den neuen Inventarnummern versehen.

Weitere geschädigte Bestände bedurften der Konservierung. Zuerst klärte aber das Verkehrshauspersonal den Stellenwert der einzelnen Objektgruppen ab. Je nach Entscheid wurden sie notdürftig gereinigt und umgepackt. Total Beschädigtes, Dubletten und Reproduktionen liquidierte die Restauratorin sogar. Die Arbeiten gestalteten sich jeweils etappenweise. Immer wieder diskutierten Kuratoren, Restauratorin und Dokumentalist über das «was zuerst» und «wie viel». Alle Arbeitsschritte protokollierte die Restauratorin genau. Zu diesen Archivbeständen gehörten:

Die alten säurehaltigen Schachteln und Umschläge mit der Korrespondenz des Eisenbahnmuseums (Vorgängerinstitution des Verkehrshauses, 1902 bis 1959) waren auseinandergefallen und stark zerstört. Die Restauratorin ordnete die Aktenordner und legte sie in säurefreie Kartonschachteln.

Die Reinigung der Akten wurde angesichts der noch zu bearbeitenden Menge von Objekten zurückgestellt. Die Schachteln inventarisierte der Dokumentalist und lagerte sie im neuen Dokumentationszentrum des Verkehrshauses ein.

Eine Sammlung von Schwarzweissfotoabzügen aus den 1970er-Jahren über die französischen Eisenbahnen war ebenfalls beschädigt. Die Fotos wurden aus den Ordnern entnommen, gereinigt, in transparente Archiv-Fototaschen eingelegt und in Spezial-Archivordnern abgelegt; danach inventarisiert und eingelagert.

Unzählige Fotoabzüge und Kleindias, mit Abbildungen vorwiegend von Schweizer Eisenbahnen, lagerten in säurehaltigen Kartonschachteln oder Karteikästen. Diese Fotografien wurden gereinigt, die Verklebungen gelöst, verschmutzte Hüllen entfernt und neue säurefreie Zwischenblätter eingelegt. Wo nötig, wurden die Fotos geordnet und in neue, archivtaugliche Verpackungen umgepackt.

Selbstverständlich wurden auch diese Bestände vom wissenschaftlichen Dokumentalisten des Verkehrshauses inventarisiert.

Unter den hochwassergeschädigten Archivalien befand sich ferner in einem Holzkasten eine Sammlung von 600 Schwarzweissglasdias von Eduard Amstutz. Er war ETH-Professor für Leichtbau. Für seinen Unterricht sammelte er Bilder von Flugzeugen und über den Flugzeugbau von 1930 bis 1950. Diese Glasdias (bestehend aus zwei Gläsern)

Unzählige Fotoabzüge und Kleindias, mit Abbildungen vorwiegend von Schweizer Eisenbahnen, lagerten in säurehaltigen Kartonschachteln oder Karteikästen.

reinigte die Restauratorin nur von aussen. Der ganze Kasten wurde ebenfalls gereinigt und die rostende Klemmvorrichtung der Schubladen entrostet, so dass die Dias in der ursprünglichen Verpackung belassen werden konnten.

Eine Sammlung bestehend aus 400 Glasnegativen und farbigen Glasdias in originalen Schachteln mit Aufnahmen von Schiffsquarellen galt es am Schluss zu konservieren. Die Sammlung wurde komplett in säurefreie Four-Flaps-Umschläge und Glasnegativschachteln umgepackt.

Zusammenfassend kann festgehalten werden, dass die Restauratorin den grössten Teil der stark beschädigten Bestände reinigen konnte. Bei dieser Gelegenheit verpackte sie die Archivalien auch gleich alterungsbeständig. Wenn es aus historischer Sicht notwendig er-

schien, wurden die originalen Verpackungen ebenfalls konserviert, die alten Etiketten auf säurefreies Papier geklebt und die alten Beschriftungen zur Sicherheit auf die neuen Verpackungen übertragen. Parallel zu diesen Arbeiten glied der wissenschaftliche Dokumentalist das Inventar im MuseumPlus ab und erstellte neue Datensätze, falls noch nicht vorhanden, oder komplettierte bestehende.

Fazit aus dem Hochwasser-Unglück

Folgende Erkenntnisse zogen die Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen des Verkehrshauses aus dem Hochwasserunglück von 2005:

Inventarnummern müssen fix an den Objekten (nach musealen Grundsätzen) angeschrieben sein. Im Lager der Halle Schifffahrt waren oftmals nur Standortnummern angeschrieben, was die Identifizierung erschwerte.

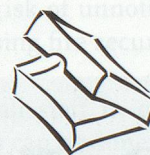
Bei den Bergungsarbeiten, welche unter grossem Zeitdruck erfolgten, waren zu wenige Fachleute anwesend. Dies war wohl mitunter ein Grund für die Entstehung des grossen Durcheinanders. In Notsituationen sollte man zusätzlich auch externe Fachleute sowie ehemalige und pensionierte Mitarbeiter zuziehen können. Diese kennen die Objekte, den Umgang mit denselben und die Schwierigkeiten, die durch eine unsachgemässe Behandlung entstehen.

Objektlager sollten wenn immer möglich niemals in Untergeschossen einge-



**NEU bei
ARTProfil GmbH ist**

Schempp®
Schutzverpackung für Kulturgut



Wir freuen uns Ihnen mitteilen zu dürfen, dass wir sofort unser Sortiment mit der Vertretung der seit 1989 bekannten Firma Schempp erweitert haben. Archivboxen, Mappen und Rollen. Alle Papier- Karton- und Pappsorten entsprechen den Anforderungen der DIN ISO 9706 und haben den Photographic Activity Test bestanden. Schutzverpackungen für Kulturgut für Archive, Bibliotheken, Museen, Sammlungen und andere Anwendungsbereiche. Fordern Sie detaillierte Informationen unverbindlich an und überzeugen Sie sich selbst.

Ihr ARTProfil-Team

Bahnhofstrasse 75 • CH-8887 Mels • Tel. 081 725 80 70 • Fax 081 725 80 79 • E-Mail office@artprofil.ch

richtet werden. Im konkreten Fall galt der See als kalkulierbare Gefahr für den untergeschossigen Archivalienraum. Kein Experte rechnete aber damit, dass sich der zwischenzeitlich renaturierte Würzenbach den Weg bis ins Verkehrshaus bahnen würde.

Kartonschachteln sind keine geeigneten Lagerkisten. Sie werden rasch feucht oder gar nass. Feuchte Kartonschachtelstapel verlieren ihre Standfestigkeit sehr schnell und brechen in kurzer Zeit zusammen. Dies schädigt die Objekte und erhöht das Durcheinander zusätzlich.

Es müssen jederzeit aktuelle, ausgedruckte Notfalllisten mit Telefonnummern von Fachleuten, dem Kulturgüterschutz und den Restauratoren aufliegen. Wird aufgrund des Hochwassers der Strom abgestellt, sind elektronische Listen und im Telefon gespeicherte Adressen unbrauchbar.

Das Hochwasser hatte aber im Endeffekt auch Positives. So sind nun Tausende von Archivalien neu konserviert und verpackt und zwar nach dem aktuellsten Stand der Wissenschaft. Am neuen Lagerstandort wurde auf eine strikte Materialientrennung geachtet. Ebenfalls wurden die Daten im MuseumPlus erheblich verbessert, und die Objekte sind alle mit den neuen Inventarnummern erfasst und angeschrieben. Zudem wurden verschollene Archivalien «neu entdeckt». Auch konnten neue Erkenntnisse in der Notsicherung und Vakuumgefriertrocknung

gewonnen werden. Soweit man das von aussen her beurteilen kann, haben die Luzerner Feuerwehr, Museen, der städtische und kantonale Kulturgüterschutz, Zivilschutz sowie die Polizei die Kommunikation untereinander stark verbessert.

In Notsituationen sollte man zusätzlich auch externe Fachleute sowie ehemalige und pensionierte Mitarbeiter zuziehen können.

Nachdem die Gefahr vom Wasser gebannt war, standen die Verkehrshausmitarbeiter vor einem Berg von Tausenden von Objekten, die es zu ordnen, zu restaurieren und zu inventarisieren

galt. Oft wusste man nicht, wo und wie anfangen. Aber nach Gesprächen untereinander, mit externen Experten und den Vertretern der Versicherung zeichnete sich immer ein Lösungsweg ab. Nach fünf Jahren Arbeit ist dieser Berg mit Ausnahme der Filme abgetragen. Darüber sind die beteiligten Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Verkehrshauses erleichtert und natürlich auch stolz auf das Geleistete!

Kontakt: lorenz.vonfelten@verkehrshaus.ch
eigenmannimbach@hotmail.com

Abbildungsnachweis für alle Bilder:
Verkehrshaus der Schweiz, Luzern

ABSTRACT

Du chaos à un nouvel ordre

En août 2005, un orage inonde le Musée Suisse des Transports à Lucerne; l'eau et la boue font irruption dans le sous-sol, précisément dans le local où se trouve un dépôt des collections.

Une fois l'urgence passée, deux conservateurs du Musée des Transports reportent les cotes des dossiers placés dans un fourgon de la société Docusave pour être congelés. La conférence internationale de l'Association suisse de conservation et restauration, qui se tient en automne au Musée des Transports, leur permet d'échanger leurs expériences avec d'autres confrères.

Par la suite, pendant cinq ans, les archives victimes de l'eau qui ont été congelées, sont séchées, nettoyées et, dans la mesure du possible, restaurées. Finalement, la crue a eu des répercussions positives: des milliers de documents d'archives sont aujourd'hui conservés et reconditionnés. Les archives perdues sont en quelque sorte «redécouvertes».

Dunja Böcher (traduction: Frédéric Sardet)

[a[r[b|i]d]o]

Abonnement arbido print:
abonnemente@staempfli.com

Flood incident at the National Library of Scotland

R. Jackson, Preservation and Conservation Manager, National Library of Scotland

Disaster control is a necessary component of any preservation policy and strategy. The National Library of Scotland (NLS) recognises the need to plan to prevent disasters by eliminating or reducing risk and to provide a capability to react to any remaining risk through the formation of contingency plans. The objective is to defend and protect the Library's collections and that part of Scotland's written heritage which they represent.

Introduction

Disaster incidents continue to be suffered by libraries and archives confirming the need to have preventive policies and countermeasures in place. Whatever the incident, water usually becomes involved and the Library must be aware of this type of threat and the need to react to it swiftly if it is to minimise damage to the collections.

That risk became a reality on 26th February 2009 when a main sprinkler pipe was broken and a large amount of water was released and cascaded through the main building on George IV Bridge in Edinburgh. This article will outline the reaction and measures taken dealing with an incident which affected the collections and the building fabric.

Background to incident

At approximately 1800 hours on the evening of 26th February 2009, print room staff working in level 12 of George IV Bridge at the National Library of Scotland in Edinburgh noticed a small water leak emanating from a main pipe serving the sprinkler system in the level 12 print room. A bucket was placed under the leak and adjacent equipment covered with polythene whilst the Security Unit was alerted. Shortly thereafter

the print room supervisor attended the security control room to report that the leak was becoming worse and a member of the Security Unit went to the print room to assess the extent of the problem. On establishing the extent of the leak, he returned to the control room to contact the Estates Building Services Officer for advice. Whilst he was in the process of doing this, the pipe fractured, cascading pressurised water into the print room and triggering the sprinkler alarm system. The water from the 4 inch fractured pipe flowed out under pressure; at 3,000 litres per minute for approximately 6 to 8 minutes, which meant that approximately 25,000 litres infiltrated the floors of the building. This occurred at 1810 hours. Security returned to the print room and isolated the sprinkler zone, shutting the water off.

The Emergency Evacuation Plan was instigated; all members of the public and staff not involved in essential recovery duties were moved to the evacuation point on Parliament Square by 1815 hours. It is estimated that around 60 members of the public and 30 members of staff were in the building at the time of the incident.

Lothian and Borders Fire and Rescue were on site by 1820 hours and very quickly authorised a controlled re-entry to the building. Staff, with some direction from Security, attended the stack floors taking action to cover or move material, and assisting the fire services in moving water out of the building. Meanwhile Front of House and Enquiries and Reference Services staff organised a controlled access for members of the public to retrieve their belongings. The building was cleared by 1930 hours.

Initial response

The problem with the pipe joint was first identified as a small leak. The re-

sponse of the print room staff was to place a bucket under the leak, cover adjacent equipment and report the matter to Security. The leak deteriorated quickly and this was further reported to Security prior to a member of the Security Unit attending. On seeing the extent of the problem the Security guard returned to the control room to contact Estates for advice. The pipe fractured whilst this was in process. The time lapse from the leak being spotted to the joint fracturing was in the region of 10–15 minutes.

A fully charged sprinkler system is essential for protecting the collections against fire. Closure of any part of the system can compromise that protection and must only be done under controlled conditions. However, in the event of a leak the immediate risk to the collections is water, and action to isolate the zone should be taken in the shortest possible time. Ideally, staff working in buildings protected by sprinkler systems should be aware of the location of the zone valve for the area in which they work and be able to carry out the simple close-down procedure prior to notifying Security of the identified problem. Where this cannot or does not happen, Security staff attending a reported incident involving sprinkler water release must be able to close zones immediately. The valves are electronically monitored in the Security control room, eliminating any risk of unnotified closures compromising fire security.

Whilst training all staff in operating zone close-downs can be done, we cannot rely on the availability of general staff in the event of a system leak incident. Despite our recent experience, such events are few and far between, and there can be no guarantee that staff coming across an unfamiliar experience will act in the manner expected.

However, it is clear that the risk of system failure is significantly increased when building works are being undertaken and this risk can be reduced by ensuring that staff working in affected areas are given specific guidance on how to act in the event of any form of leak.

Disaster Recovery Plan

Control procedures

As soon as it was known that there was a flood incident the Security staff invoked the appropriate elements of the Business Continuity Plan (BCP). This involved initial contact with key personnel, setting up central control and communications, assessing the situation and calling out the Preservation Manager, Estates Manager and coordinating the required efforts.

The primary requirement is for preservation and Estates personnel to attend. These individuals then determine whether or not the disaster recovery team needs to be called out. A central control area was set up, with one individual acting as the incident controller; the Preservation Manager then assessed the impact on collections and determined a plan of action and called out the necessary disaster volunteers. As volunteer team members arrived they were logged in and assigned duties, accessing material and equipment from the disaster recovery stores as required. The disaster recovery plan was instigated to include protection of collections and removal of flood water from the building. Collection material was protected using polythene sheeting and flood water was removed from the stack floor areas using wet vacuums. Material and equipment used are held in readiness in the disaster recovery store rooms. The Estates division safety person made an assessment of the building conditions.

Should it be necessary to move material, then the decision should be taken by senior preservation staff on the disaster recovery team. Although it seems counterintuitive, it is preferable to defer movement of collections until a preservation assessment has been made to determine what to move and where to. There is a window available of up to 48

hours before mould growth will start to affect water damaged material, so there is no real risk in allowing the time necessary for an appropriate assessment and displacement plan to be prepared. In some circumstances it might be decided not to call out disaster recovery staff during the night, but delay the operation until normal working hours.

The initial clear-up work ceased and most staff went home by around 0200 hours. Staff who were aware of the incident started to attend from 0630 hours, to resume the clear-up, and other staff began reporting for normal duty from 0700 hours. A management meeting was called at midday that established the current situation and confirmed the decision to remain closed to the public until Monday. This group subsequently met several times over the following week, providing the necessary continuity of decision-making for the ongoing recovery work.

Damage to collections

Some 4,000 books were affected by the flood and thousands of manuscript items were laid out to dry. What was important to record was the value of boxing collections. Books held in boxboard enclosures were largely unaffected by the flood water. Manuscripts held in solander boxes were slightly damp but the boxes took the brunt of the flood water.

The manuscripts (mounted in fascicles) were laid out to air-dry and did not suffer any damage whatsoever. A total of 516 items from the collections required remedial conservation treatment as the bindings (not boxed) suffered from direct contact with flood water.

Drying methods

We used several different methods to dry out the unboxed books affected by the flood, mainly interleaving, air-drying and wind tunnels. Material with coated paper was frozen and bagged and dealt with at a later stage. When the incident happened, it was just after 1800 hours on a Thursday evening. Early indications showed that many thousands of items were affected by the flood and a drying space was essential. A management decision was taken to close the library on Friday and over the weekend to allow the drying process to begin. Air-drying tables were set up in the main reading room and wind tunnels set up at our Preservation Services Unit based six miles west from the main George IV Bridge building in central Edinburgh. Books were fanned out and positioned on drying tables to allow free air movement to accelerate the drying process. To assist drying we set up oscillating fans directed toward the wet material held on the drying tables in the main reading room and wind tunnels at the Preservation Services Unit.



Overview of books drying

Main lessons learned:

- medical conditions of volunteer staff need to be known
- boxing of collections proved invaluable
- have the facility to cover bookshelves quickly in the event of an incident (see photo six sheet dispenser)
- protect collections in advance of building work
- staff and fire brigade tours of buildings
- not too many volunteers on site
- regular checks of disaster response supplies
- annual training on disaster response equipment
- Project Managers and contract staff – be firm with requirements when building work is taking place
- take locks off sprinkler zones

Conclusions

This was an avoidable event. Contract protocols were in place that should have eliminated the risk of any such failure. The fault causing the sprinkler pipe to fracture happened as a direct result of non-application of the protocols and the contracted company simply not following procedures.

Library staff put much time and effort into devising a comprehensive Business Continuity Plan (BCP) that is designed to provide guidance on how to deal with disaster situations. This real-life incident pre-empted the planned scenario exercise and so was effectively the first test of the plan and its value.

Whilst the disaster recovery plans within the BCP have been largely validated,

the application was not fully successful. In the heat of the moment, activities went ahead and decisions were made without any reference to the plan itself. The key to this is the establishment of the incident controller, on which the rest of the coordination of the response is dependent.

Contact: r.jackson@nls.uk

This article is a short version of the author's record on the disaster (available on request at the editorial office).

Cet article est une version raccourcie du rapport de sinistre établi par l'auteur (disponible auprès de la rédaction).

Dieser Artikel ist eine Kurzversion des Berichts, den der Autor über das Schadenereignis verfasst hat (bei der Redaktion erhältlich).

Das Schweizerische Sozialarchiv ist eine vielbenutzte Informationsstelle für Gesellschaftsfragen. Es umfasst eine Spezialbibliothek, ein Archiv und eine Dokumentationsstelle.

Für den Bereich Medienbearbeitung, Periodika suchen wir auf den 1. März 2011 oder nach Vereinbarung eine/n

Bibliothekar/in 80-90%

Ihr Aufgabengebiet umfasst alle Arbeiten aus dem Bereich Medienbearbeitung (gedruckte und elektronische Periodika): Bestellen, Eingangs- und Rechnungsbearbeitung sowie Katalogisierung (inkl. Rekatalogisierung von Altbeständen), Bestandserhaltung und -entwicklung. Sie arbeiten ebenfalls in der Ausleihe- und Informationsvermittlung mit.

Wir erwarten

Bibliothekarische Ausbildung: BBS-Diplom, Spezialist/in Informationswissenschaften FH, I+D-Assistent/in mit Berufserfahrung

- Gute Kenntnisse des Bibliothekssystems Aleph
- Versierte Katalogisierungskennntnisse (Regelwerk KIDS)
- Selbständige Arbeitsweise, Kontakt- und Teamfähigkeit
- Interesse an Politik und Gesellschaft
- Berufserfahrung im Bereich Zeitschriften von Vorteil

Wir bieten

- Abwechslungsreiche und selbständige Tätigkeit in einem lebendigen Umfeld
- Arbeitsplatz im Stadtzentrum von Zürich
- Anstellungsbedingungen nach kantonalem Personalrecht
- Weiterbildungsmöglichkeiten

Bitte richten Sie Ihre Bewerbung mit den üblichen Unterlagen bis am 15. Januar 2011 an Dr. Anita Ulrich, Vorsteherin, Schweizerisches Sozialarchiv, Stadelhoferstrasse 12, 8001 Zürich, E-Mail basarte@sozarch.uzh.ch, Telefon 043 268 87 40



Schweizerisches

Sozialarchiv